

# Les leviers de la croissance

## Chronique

### Economie Eric Le Boucher

En mai 2002, Jacques Chirac était réélu avec un programme gagé sur une croissance annuelle de 3 % l'an. On sortait des flambantes années de la bulle Internet et il n'avait pas vu le ralentissement en cours pourtant depuis près d'un an. Puis, l'économie américaine et l'économie mondiale dans son ensemble sont reparties très vite (au-dessus de 4 % dès 2003). Pas la France. Jacques Chirac n'aura obtenu qu'un piètre 1,5 % par an, en moyenne, durant son quinquennat, la moitié de ce qu'il escomptait.

La France a somnolé. Le lancement des réformes a été retardé par le chef de l'Etat, qui souhaitait attendre que la croissance revienne pour les faciliter. Conséquence :

tandis que le monde entier avait le pied sur l'accélérateur, la France a tardé à remettre à niveau sa compétitivité, son Etat, son système social, sa recherche, ses universités, etc. Et sa position dans la course mondiale a décroché d'autant plus (voir le graphique).

Notre voisin allemand ayant, lui, retrouvé en partie sa force et nous tirant derrière lui, le PIB français est remonté à 2,1 % en 2006. Pour 2007, les perspectives sont de 2 %. Pour le plus long terme, l'Insee a calculé que, compte tenu de la productivité et de la population active, le « potentiel » théorique du pays (hors aléa international ou national) était de 2,1 % l'an d'ici à 2015 puis de 1,8 % ensuite.

La croissance prévue par le programme de Nicolas Sarkozy est de 2,25 % par an en moyenne sur 2007-2012. Celle de Ségolène Royal de 2,5 %. Celle du programme de François Bayrou est de 2 %. Seul ce dernier, dans son programme, équilibre les recettes et les dépenses. Sans accélération de l'expansion, M. Sarkozy et M<sup>me</sup> Royal ont un problème de cadrage financier de

leurs propositions. Ils ont dû l'admettre et reconnaître que les dépenses engagées allaient augmenter le déficit pendant les premières années. Ils demandent aux électeurs de ne les juger qu'au bout de cinq ans sur ce thème des finances publiques et de la dette.

Est-ce crédible ? Quel est le risque de danser encore la valse-hésitation chiraquienne de la croissance et des réformes ? Va-t-on retomber dans le scénario répété depuis 1988 : le gouvernement met en œuvre les promesses du candidat et dépense, la croissance ne vient pas, les comptes se dégradent trop vite, il faut remiser les autres réformes, le président change le gouvernement, le nouveau s'installe dans la gestion, la France se remet en sommeil... ?

Privilégier les mesures qui accélèrent la croissance devrait être l'unique obsession des candidats. Sans regain, c'est non seulement la dégradation prévisible des comptes publics qui menace mais celle de la compétitivité du pays et, rapidement, du financement de son système social.

Comment accélérer la croissance ? D'un point de vue budgétaire, la marge de manœuvre gouvernementale est faible puisqu'il ne saurait être question de creuser le déficit de 2,4 % en 2006, au-delà de 3 % (l'Europe sanctionnerait sérieusement le dérapage cette fois-ci). Sans compter qu'une mesure keynésienne de ce type peut pousser les ménages à épargner par crainte d'un relèvement futur des impôts. L'effet global de relance serait amorti sinon annulé. Augmenter les salaires ?

## Compétitivité en recul

### INDICE GLOBAL\* EN 2006

2006	2005		
1	1	SUÈDE	1,37
2	8	BELGIQUE	1,09
3	2	PAYS-BAS	1,02
4	4	ROY.-UNI	0,98
5	3	ESPAGNE	0,98
6	9	ALLEMAGNE	0,91
7	7	UE - 15	0,90
8	5	AUTRICHE	0,83
9	6	FRANCE	0,80
10	10	ITALIE	0,43

\* Un chiffre supérieur ou égal à 1 indique que le pays est en bonne voie pour respecter la stratégie de Lisbonne

Source : Allianz/Les Echos

M<sup>me</sup> Royal va le demander aux partenaires sociaux, mais c'est alourdir le coût du travail et la résultante sur la croissance est douteuse. Jouer sur la quantité de travail ? C'est le pari de M. Bayrou (deux emplois sans charges) et celui de M. Sarkozy (les heures supplémentaires libres de charge fiscale et sociale). Combien y a-t-il de tâches qui sont gelées, dans la restauration, le bâtiment ou l'artisanat et que ces propositions vont libérer ? Et pour quel coût ? Personne n'en sait rien. C'est un plongeon dans l'inconnu. Abaisser la fiscalité comme le propose seul Nicolas Sarkozy ? Combien d'investissements et de créations d'emplois se trouveraient débloqués car « rentabilisés » par ces ristournes ? Autre réponse inconnue.

Les réformes « structurelles », de long

terme, ont, elles, un effet positif certain. Philippe Aghion, Anne-Laure Piganeau de l'université Harvard ont calculé, en comparant l'effet dans les autres pays d'une vingtaine de critères, que trois de ces réformes devaient être privilégiées : la remise à niveau de l'université, la libéralisation des services (commerce, taxi...) conjointe avec la libéralisation du marché du travail et, une fois cela fait, la réduction de la dette (En temps réel, Cahiers, mars 2007). Gilbert Cette, d'Aix-Marseille, les a rejoints pour en évaluer les coûts.

Au total, pour que la France rattrape le niveau d'éducation supérieure des Etats-Unis, il en coûterait près de 30 milliards d'euros. Mais elle bénéficierait de 1 point de croissance en plus au bout de cinq ans. Ce regain amènerait des recettes supplémentaires, et la mesure s'autofinancerait au bout de dix ans. La deuxième réforme apporterait aussi un gain de croissance de 1 point en cinq ans, autofinancé en sept-huit ans.

Si les politiques conjoncturelles ont des effets très incertains, les réformes structurelles sont efficaces pour combler le retard de croissance. Mais il ne faut pas en attendre d'effet bénéfique immédiat, et leur « paiement en retour » n'intervient qu'au-delà du quinquennat. Conclusion annexe : cela signifie qu'il est illusoire de promettre aussi une baisse des prélèvements obligatoires durant ces cinq ans, comme le fait Nicolas Sarkozy. Conclusion principale : les vrais leviers de croissance sont des réformes structurelles maintenant connues, évaluées et hiérarchisées. ■